

# Table des matières

## Volume • 1

### PARTIE I - CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

18 mars 1935. – ARRÊTÉ ROYAL n° 150 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934 (*Mon. 21 mars 1935*) (*Mon. 7 mai 1936*) . . . . .

27 mars 1935. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL d'exécution de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations (*Mon. 5 avril 1935*) . . . . .

24 juillet 2008. – LOI portant des dispositions diverses (I) (*Mon. 7 août 2008*) . . . . .

### PARTIE II - CULTES

8 avril 1802 (18 germinal an X). – LOI relative à l'organisation des cultes (*Mon. 17-18 germinal*) . . . . .

30 septembre 1807. – DÉCRET qui augmente le nombre des succursales (*Bull. 165 n° 2810, 4*) . . . . .

30 décembre 1809. – DÉCRET impérial concernant les fabriques des églises (*Bull. off. 303, n° 5777*) . . . . .

13 août 1816. – ARRÊTÉ ROYAL contenant des dispositions relatives à l'organisation des synagogues dans les provinces méridionales (*Journal officiel n° XXVII, 182125*) . . . . .

4 mars 1870. – LOI sur le temporel des cultes (*Mon. 9 mars 1870*) . . . . .

15 mars 1988. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation des conseils de fabriques d'église du culte orthodoxe (*Mon. 31 mars 1988*) . . . . .

2 juin 1998. – LOI portant création d'un Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de Coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles (*Mon. 25 novembre 1998*) . . . . .

3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique (*Mon. 20 mai 1999*) . . . . .

21 juin 2002. – LOI relative au Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues (*Mon. 22 octobre 2002*) . . . . .

7 mai 2004. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'organisation matérielle et au fonctionnement des cultes reconnus (*Mon. 6 septembre 2004*) . . . . .

20 juillet 2004. – LOI portant création d'une Commission chargée du renouvellement des organes du culte musulman (*Mon. 30 juillet 2004*) . . . . .

29 avril 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant la désignation des ministres des cultes et des conseillers moraux auprès de certains services des Autorités flamandes (*Mon. 28 juin 2005*) . . . . .

30 septembre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand établissant les critères d'agrément des Communautés d'églises et religieuses locales des cultes reconnus (*Mon. 16 décembre 2005*) . . . . .

Édition 2016 (1<sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant

13 octobre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant le modèle de règlement d'ordre intérieur des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues (*Mon. 27 octobre 2005*) . . . . . 53

13 octobre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues (*Mon. 27 octobre 2005*) . . . . . 55

1 29 juin 2006. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique (*Mon. 7 juillet 2006; Err. Mon. 18 juillet 2006; Err. Mon. 28 août 2006*) . . . . . 55

3 29 juin 2006. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus (*Mon. 10 juillet 2006; Err. Mon. 19 juillet 2006*) . . . . . 58

6 15 décembre 2006. – DÉCRET (du Parlement flamand) relatif à la désignation des ministres des cultes et des conseillers moraux auprès de certaines personnes morales (*Mon. 12 janvier 2007*) . . . . . 58

11 8 février 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux demandes de reconnaissance des communautés islamiques et à l'autorisation de création des Comités islamiques (*Mon. 16 février 2007*) . . . . . 58

12 19 mai 2008. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone relatif à l'organisation matérielle et au fonctionnement des cultes reconnus (*Mon. 1<sup>er</sup> septembre 2008*) . . . . . 59

12 2 juillet 2008. – ACCORD de coopération modifiant l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (*Mon. 23 juillet 2008*) . . . . . 63

18 22 janvier 2009. – ACCORD de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant la tutelle sur les fabriques d'église du culte protestant dont l'activité s'étend à la fois sur les territoires de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (*Mon. 26 mai 2009*) . . . . . 63

25 12 juillet 2013. – DÉCRET (du Parlement flamand) portant octroi de subsides pour bâtiments du culte, bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle et crématoriums (*Mon. 13 août 2013*) . . . . . 64

### PARTIE III - ÉNERGIE

31 10 mars 1925. – LOI sur les distributions d'énergie électrique (*Mon. 25 avril 1925*) . . . . . 68

50 17 janvier 1938. – LOI réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'État, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz (*Mon. 6 février 1938*) . . . . . 72

50 12 avril 1965. – LOI relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations (*Mon. 7 mai 1965*) . . . . . 72

15 mars 1966. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les règles régissant la désignation d'agents des titulaires d'une concession ou d'une permission de transport de gaz, chargés de rechercher et de constater certaines infractions prévues par la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations ( <i>Mon. 18 mars 1966</i> ) . . . . .	104	16 novembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de procédure applicables devant la Chambre de litiges ( <i>Mon. 8 décembre 2001</i> ) . . . . .	209
24 décembre 1970. – LOI relative aux mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz ( <i>Mon. 12 janvier 1971</i> ) . . . . .	105	7 février 2002. – ARRÊTÉ ROYAL visant à l'instauration de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution de gaz naturel et d'utilisation de ceux-ci, et de tarifs des services auxiliaires fournis par les entreprises de distribution ( <i>Mon. 16 février 2002</i> ) . . . . .	211
21 septembre 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations ( <i>Mon. 8 octobre 1988</i> ) . . . . .	105	14 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de coopération entre la Commission de régulation de l'électricité et du gaz et le Comité de contrôle de l'électricité et du gaz ( <i>Mon. 27 mars 2002</i> ) . . . . .	211
29 avril 1999. – LOI relative à l'organisation du marché de l'électricité ( <i>Mon. 11 mai 1999</i> ) . . . . .	106	21 mars 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la licence de fourniture d'électricité ( <i>Mon. 27 avril 2002</i> ) . . . . .	211
29 avril 1999. – LOI relative à l'organisation du marché du gaz et au statut fiscal des producteurs d'électricité ( <i>Mon. 11 mai 1999</i> ) . . . . .	142	21 mars 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux gestionnaires de réseaux ( <i>Mon. 27 avril 2002</i> ) . . . . .	215
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité ( <i>Mon. 2 juin 1999</i> ) . . . . .	142	15 avril 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité des entreprises de transport de gaz naturel actives sur le territoire belge ( <i>Mon. 23 avril 2002</i> ) . . . . .	217
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion du réseau national du transport d'électricité ( <i>Mon. 2 juin 1999</i> ) . . . . .	142	14 mai 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations ( <i>Mon. 5 juin 2002</i> ) . . . . .	221
11 octobre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL déclarant éligibles d'autres catégories de clients finals ( <i>Mon. 24 octobre 2000</i> ) . . . . .	143	11 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité ( <i>Mon. 27 juillet 2002</i> ) . . . . .	226
11 octobre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi des autorisations individuelles couvrant l'établissement d'installations de production d'électricité ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> novembre 2000</i> ) . . . . .	144	16 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables ( <i>Mon. 23 août 2002</i> ) . . . . .	230
11 octobre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les critères et la procédure d'octroi des autorisations individuelles préalables à la construction de lignes directes ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> novembre 2000</i> ) . . . . .	146	18 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession et de retrait d'une licence de fourniture d'électricité ( <i>Mon. 6 novembre 2002</i> ) . . . . .	235
20 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer ( <i>Mon. 30 décembre 2000</i> ) . . . . .	147	11 octobre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité ( <i>Mon. 29 octobre 2002</i> ) . . . . .	237
22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL visant à l'instauration de tarifs d'accès aux réseaux de distribution d'électricité et d'utilisation de ceux-ci ( <i>Mon. 30 décembre 2000</i> ) . . . . .	150	23 octobre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les obligations de service public dans le marché du gaz naturel ( <i>Mon. 6 novembre 2002</i> ) . . . . .	238
4 avril 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité ( <i>Mon. 18 avril 2001; Err. Mon. 1<sup>er</sup> mai 2001</i> ) . . . . .	151	28 novembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique ( <i>Mon. 28 décembre 2002</i> ) . . . . .	239
12 avril 2001. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> mai 2001</i> ) . . . . .	155	17 décembre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement du service de conciliation et d'arbitrage de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ( <i>Mon. 8 janvier 2003</i> ) . . . . .	240
4 octobre 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ( <i>Mon. 25 octobre 2001</i> ) . . . . .	185	19 décembre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci ( <i>Mon. 28 décembre 2002</i> ) . . . . .	245
27 avril 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand établissant les modalités du recrutement des membres du bureau de l'autorité de régulation, les incompatibilités pour les membres du bureau et le siège de l'autorité de régulation ( <i>Mon. 24 mai 2001</i> ) . . . . .	185	19 décembre 2002. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif à l'organisation du marché régional du gaz ( <i>Mon. 11 février 2003</i> ) . . . . .	270
12 juin 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions générales de fourniture de gaz naturel et aux conditions d'octroi des autorisations de fourniture de gaz naturel ( <i>Mon. 5 juillet 2001</i> ) . . . . .	186	24 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité ( <i>Mon. 28 mars 2003</i> ) . . . . .	288
19 juillet 2001. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 17 novembre 2001</i> ) . . . . .	187	2 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux autorisations de fourniture d'électricité par des intermédiaires et aux règles de conduite applicables à ceux-ci ( <i>Mon. 22 avril 2003</i> ) . . . . .	291
4 octobre 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ( <i>Mon. 25 octobre 2001</i> ) . . . . .	209	3 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz ( <i>Mon. 2 mai 2009</i> ) . . . . .	293
		19 juin 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier ( <i>Mon. 15 juillet 2003</i> ) . . . . .	293
		17 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la commission locale d'avis de coupure ( <i>Mon. 20 août 2003</i> ) . . . . .	293

16 octobre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la licence de fourniture de gaz ( <i>Mon. 14 novembre 2003; Err. Mon. 5 décembre 2003</i> ) . . . . .	295	30 novembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ( <i>Mon. 29 décembre 2006; Err. Mon. 30 janvier 2007</i> ) . . . . .	344
16 octobre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers ( <i>Mon. 5 décembre 2003</i> ) . . . . .	299	8 décembre 2006. – LOI établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur ( <i>Mon. 13 décembre 2006</i> ) . . . . .	359
4 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au plan d'action préventive pour l'énergie ( <i>Mon. 22 janvier 2004</i> ) . . . . .	300	30 mars 2007. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant fixation de prix maximaux sociaux pour la fourniture de gaz aux clients résidentiels protégés à revenus modestes ou à situation précaire ( <i>Mon. 19 juin 2007</i> ) . . . . .	361
18 décembre 2003. – DÉCRET-PROGRAMME du Conseil régional wallon portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique ( <i>Mon. 6 février 2004</i> ) . . . . .	301	27 avril 2007. – LOI-PROGRAMME ( <i>Mon. 8 mai 2007; Err. Mon. 23 mai 2007; Err. Mon. 8 octobre 2007</i> ) . . . . .	362
29 février 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité des gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel actifs sur le territoire belge ( <i>Mon. 11 mars 2004</i> ) . . . . .	301	7 juin 2007. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments ( <i>Mon. 11 juillet 2007</i> ) . . . . .	363
1 <sup>er</sup> avril 2004. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 26 avril 2004</i> ) . . . . .	305	12 juillet 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci ( <i>Mon. 21 août 2007</i> ) . . . . .	364
6 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession et de retrait d'une licence de fourniture de gaz ( <i>Mon. 28 juin 2004</i> ) . . . . .	319	4 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant précision des critères spécifiques et de la procédure relatifs à l'attribution du statut de client protégé par la commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 23 octobre 2007</i> ) . . . . .	379
27 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale organisant la procédure de médiation et le fonctionnement de la Chambre de recours visés à l'article 23 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-capitale et à l'article 17 de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 28 juin 2004</i> ) . . . . .	321	18 janvier 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au service de médiation pour l'énergie ( <i>Mon. 12 février 2008</i> ) . . . . .	381
10 juin 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 26 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 29 juin 2004</i> ) . . . . .	322	2 septembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles en matière de fixation et de contrôle du revenu total et de la marge bénéficiaire équitable, de la structure tarifaire générale, du solde entre les coûts et les recettes et des principes de base et procédures en matière de proposition et d'approbation des tarifs, du rapport et de la maîtrise des coûts par les gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité ( <i>Mon. 12 septembre 2008</i> ) . . . . .	381
23 décembre 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exonération de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus pour les communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité ( <i>Mon. 30 décembre 2004</i> ) . . . . .	323	2 septembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles en matière de fixation et de contrôle du revenu total et de la marge bénéficiaire équitable, de la structure tarifaire générale, du solde entre les coûts et les recettes et des principes de base et procédures en matière de proposition et d'approbation des tarifs, du rapport et de la maîtrise des coûts par les gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel ( <i>Mon. 12 septembre 2008</i> ) . . . . .	389
20 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités d'attribution de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité ( <i>Mon. 17 mai 2005</i> ) . . . . .	323	6 novembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseaux de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public ( <i>Mon. 2 décembre 2008</i> ) . . . . .	396
13 mai 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 22bis de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 20 avril 2005 fixant les modalités d'attribution de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité ( <i>Mon. 18 mai 2005</i> ) . . . . .	324	22 décembre 2008. – LOI-PROGRAMME ( <i>Mon. 29 décembre 2008; Err. Mon. 14 janvier 2009</i> ) . . . . .	397
20 octobre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la création et à l'organisation d'un marché belge d'échange de blocs d'énergie ( <i>Mon. 26 octobre 2005</i> ) . . . . .	325	8 janvier 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au Service régional de médiation pour l'énergie ( <i>Mon. 27 janvier 2009</i> ) . . . . .	398
30 mars 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz ( <i>Mon. 27 avril 2006</i> ) . . . . .	327	30 mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux écarts de production des installations de production d'électricité à partir des vents dans les espaces marins ( <i>Mon. 31 mars 2009</i> ) . . . . .	400
30 mars 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité ( <i>Mon. 27 avril 2006</i> ) . . . . .	335	2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides à l'économie d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables ( <i>Mon. 5 mai 2009</i> ) . . . . .	401
11 mai 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux clients éligibles au 1 <sup>er</sup> janvier 2007 dans les marchés de l'électricité et du gaz ( <i>Mon. 22 mai 2006</i> ) . . . . .	343	8 mai 2009. – DÉCRET du Parlement flamand portant les dispositions générales en matière de la politique de l'énergie ( <i>Mon. 7 juillet 2009</i> ) . . . . .	405
		28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'application automatique de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 2009</i> ) . . . . .	446
		27 mai 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat de performance énergétique d'un bâtiment public ( <i>Mon. 10 juin 2010</i> ) . . . . .	446

19 novembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant des dispositions générales en matière de la politique de l'énergie ( <i>Mon. 8 décembre 2010; Err. Mon. 18 janvier 2013</i> ) . . . . .	448	11 mars 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 13, 24 et 25 de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques pour le secteur de l'énergie ( <i>Mon. 29 mars 2013</i> ) . . . . .	582
23 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au code de bonne conduite en matière d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel, à l'installation de stockage de gaz naturel et à l'installation de G.N.L. et portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2001 relatif aux conditions générales de fourniture de gaz naturel et aux conditions d'octroi des autorisations de fourniture de gaz naturel ( <i>Mon. 5 janvier 2011</i> ) . . . . .	523	27 juin 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique ( <i>Mon. 12 juillet 2013</i> ) . . . . .	583
3 mars 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon approuvant le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci ( <i>Mon. 11 mai 2011</i> ) . . . . .	545	30 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'établissement d'un système d'octroi de garanties d'origine pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ( <i>Mon. 8 août 2013</i> ) . . . . .	585
1 <sup>er</sup> décembre 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 20septiesdecies de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 13 décembre 2011</i> ) . . . . .	560	16 janvier 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseau de distribution favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie ( <i>Mon. 31 janvier 2014</i> ) . . . . .	586
26 janvier 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la révision du règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci ( <i>Mon. 22 février 2012</i> ) . . . . .	560	2 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel ( <i>Mon. 25 avril 2014</i> ) . . . . .	586
9 février 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'octroi d'aides financières en matière d'énergie ( <i>Mon. 21 février 2012</i> ) . . . . .	580	23 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrêtant le règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz en Région de Bruxelles-capitale et l'accès à celui-ci ( <i>Mon. 4 novembre 2014</i> ) . . . . .	589
18 juillet 2012. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique ( <i>Mon. 7 août 2012</i> ) . . . . .	581	23 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrêtant le règlement technique pour la gestion du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-capitale et l'accès à celui-ci ( <i>Mon. 4 novembre 2014</i> ) . . . . .	602
21 décembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la liste exhaustive des critères admis pour l'indexation des prix du gaz par les fournisseurs ( <i>Mon. 15 janvier 2013</i> ) . . . . .	582	27 février 2014. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale relatif à la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour des projets d'infrastructures énergétiques transeuropéennes, en exécution du règlement (U.E.) n° 347/2013 ( <i>Mon. 7 mai 2015</i> ) . . . . .	619
21 décembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la liste exhaustive des critères admis pour l'indexation des prix de l'électricité par les fournisseurs ( <i>Mon. 15 janvier 2013</i> ) . . . . .	582	17 septembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux lignes directes électriques ( <i>Mon. 6 octobre 2015</i> ) . . . . .	621
		17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la promotion de l'électricité verte ( <i>Mon. 8 janvier 2016</i> ) . . . . .	623

## Volume • 2

### PARTIE IV - EXPANSION ÉCONOMIQUE

17 juillet 1959. – LOI instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles ( <i>Mon. 29 août 1959</i> ) . . . . .	631	15 juillet 1970. – LOI CADRE portant organisation de la planification et de la décentralisation économique ( <i>Mon. 21 juillet 1970</i> ) . . . . .	642
17 août 1959. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles ( <i>Mon. 29 août 1959</i> ) . . . . .	632	30 décembre 1970. – LOI sur l'expansion économique ( <i>Mon. 1er janvier 1971</i> ) . . . . .	644
18 août 1959. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions ( <i>Mon. 29 août 1959</i> ) . . . . .	633	23 janvier 1975. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités d'octroi de primes d'emploi à certaines petites et moyennes entreprises ( <i>Mon. 5 février 1975 et 27 mars 1976</i> ) . . . . .	650
2 avril 1962. – LOI relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement ( <i>Mon. 18 avril 1962</i> ) . . . . .	635	30 mars 1976. – LOI portant organisation de l'initiative économique publique ( <i>Mon. 1er avril 1976</i> ) . . . . .	650
17 février 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents, et modifiant l'arrêté royal du 18 août 1959, portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions ( <i>Mon. 21 février 1967</i> ) . . . . .	641	20 janvier 1978. – LOI organisant l'association des holdings à la planification économique et modifiant le statut des sociétés à portefeuille ( <i>Mon. 10 février 1978</i> ) . . . . .	650
		4 août 1978. – LOI de réorientation économique ( <i>Mon. 17 août 1978</i> ) . . . . .	651
		7 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 6 de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 26 octobre 1994</i> ) . . . . .	652

7 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution des articles 9, § 2, 10, § 2 et 18, § 1 <sup>er</sup> , de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 26 octobre 1994</i> ) . . . . .	653	13 décembre 2007. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique ( <i>Mon. 10 janvier 2008</i> ) . . . . .	701
7 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 12 de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 26 octobre 1994</i> ) . . . . .	653	22 février 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aides stratégiques à l'investissement et à la formation aux entreprises établies en Région flamande ( <i>Mon. 16 avril 2008</i> ) . . . . .	706
7 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 15, § 6, de l'ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 26 octobre 1994</i> ) . . . . .	654	26 juin 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides pour les investissements généraux ( <i>Mon. 14 août 2008</i> ) . . . . .	709
8 septembre 1994. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 6 décembre 1994</i> ) . . . . .	654	26 juin 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'aide au recrutement ( <i>Mon. 14 août 2008</i> ) . . . . .	713
21 décembre 1994. – LOI portant des dispositions sociales et diverses ( <i>Mon. 23 décembre 1994</i> ) . . . . .	655	26 juin 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux définitions de l'entreprise et des micro-, petites et moyennes entreprises ( <i>Mon. 14 août 2008</i> ) . . . . .	715
5 mai 1997. – LOI relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable ( <i>Mon. 18 juin 1997</i> ) . . . . .	656	26 juin 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides de préactivité et pour le recours aux études et aux services de conseils extérieurs ( <i>Mon. 14 août 2008</i> ) . . . . .	715
22 avril 1999. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et portant création du Fonds bruxellois de garantie ( <i>Mon. 14 octobre 1999</i> ) . . . . .	658	3 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie ( <i>Mon. 29 juillet 2008</i> ) . . . . .	716
20 mai 1999. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 29 juillet 1999</i> ) . . . . .	660	15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation au moyen de bourses innovation ( <i>Mon. 21 août 2008; Err. Mon. 12 novembre 2008</i> ) . . . . .	729
10 octobre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aides aux petites et moyennes entreprises pour des investissements réalisés en Région flamande ( <i>Mon. 10 novembre 2003</i> ) . . . . .	663	18 septembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie ( <i>Mon. 21 octobre 2008</i> ) . . . . .	730
12 décembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aides aux grandes entreprises pour des investissements réalisés dans les régions assistées ( <i>Mon. 13 février 2004</i> ) . . . . .	665	23 octobre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation ( <i>Mon. 13 novembre 2008</i> ) . . . . .	738
19 décembre 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'activation de capital-risque en Flandre ( <i>Mon. 17 février 2004</i> ) . . . . .	667	13 novembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'aide aux entreprises en période de travaux sur la voie publique ( <i>Mon. 14 janvier 2009</i> ) . . . . .	740
11 mars 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ( <i>Mon. 8 avril 2004</i> ) . . . . .	669	12 mars 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement ( <i>Mon. 9 avril 2009</i> ) . . . . .	741
11 mars 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques ( <i>Mon. 8 avril 2004</i> ) . . . . .	672	26 mars 2009. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation ( <i>Mon. 16 avril 2009</i> ) . . . . .	744
11 mars 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ( <i>Mon. 8 avril 2004</i> ) . . . . .	676	2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides à l'intégration urbaine ( <i>Mon. 5 mai 2009</i> ) . . . . .	748
11 mars 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ( <i>Mon. 8 avril 2004</i> ) . . . . .	677	2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides à la production d'éco-produits ( <i>Mon. 5 mai 2009</i> ) . . . . .	751
1 <sup>er</sup> avril 2004. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative aux aides régionales pour les investissements généraux en faveur des micro, petites ou moyennes entreprises ( <i>Mon. 26 avril 2004</i> ) . . . . .	679	2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'aide à la mise aux normes en matière non environnementale ( <i>Mon. 5 mai 2009</i> ) . . . . .	755
6 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ( <i>Mon. 24 juin 2004</i> ) . . . . .	681	2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux aides à la protection de l'environnement ( <i>Mon. 5 mai 2009</i> ) . . . . .	757
6 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ( <i>Mon. 24 juin 2004</i> ) . . . . .	691	24 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aide aux projets visant à promouvoir l'entrepreneuriat ( <i>Mon. 3 juin 2009</i> ) . . . . .	760
21 octobre 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques ( <i>Mon. 24 novembre 2004</i> ) . . . . .	696	9 décembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 22 de l'ordonnance du 26 mars 2009 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation ( <i>Mon. 22 décembre 2010</i> ) . . . . .	762
23 février 2006. – DÉCRET-PROGRAMME relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon ( <i>Mon. 7 mars 2006; Err. Mon. 7 avril 2006</i> ) . . . . .	700		

9 décembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 25 de l'ordonnance du 26 mars 2009 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation (*Mon. 22 décembre 2010*) . . . . . 763

9 décembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 21 de l'ordonnance du 26 mars 2009 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation (*Mon. 22 novembre 2010*) . . . . . 764

16 mars 2012. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique d'aide économique (*Mon. 27 avril 2012*) . . . . . 765

13 juillet 2012. – DÉCRET du Parlement flamand économie spatiale (*Mon. 16 août 2012*) . . . . . 768

16 novembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aides aux entreprises pour des investissements écologiques stratégiques en Région flamande (*Mon. 3 janvier 2013; Err. Mon. 12 avril 2013*) . . . . . 771

19 juillet 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant octroi d'aides stratégiques à la transformation aux entreprises établies en Région flamande (*Mon. 6 septembre 2013*) . . . . . 775

29 octobre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon concernant les aides à l'internationalisation des entreprises (*Mon. 20 novembre 2015*) . . . . . 779

**PARTIE V - INDICES DES PRIX**

1<sup>er</sup> mars 1977. – LOI organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public (*Mon. 12 mars 1977*) . . . . . 784

**PARTIE VI - MARCHÉS PUBLICS**

29 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement organique du Comité supérieur de contrôle (*Mon. 18 septembre 1970*) . . . . . 786

1<sup>er</sup> août 1985. – LOI portant des mesures fiscales et autres (*Mon. 6 août 1985*) . . . . . 787

11 octobre 1985. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre VI de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres, relatif à la protection des personnes créancières et débitrices de certains pouvoirs publics et organismes d'intérêt public (*Mon. 31 octobre 1985*) . . . . . 788

20 mars 1991. – LOI organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux (*Mon. 6 avril 1991*) . . . . . 789

26 septembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux (*Mon. 18 octobre 1991*) . . . . . 792

27 septembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs (*Mon. 18 octobre 1991*) . . . . . 795

27 septembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux documents à produire lors de demandes d'agrégation, d'agrégation provisoire, de transfert d'agrégation ou de l'appréciation des preuves requises en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux (*Mon. 18 octobre 1991*) . . . . . 798

23 décembre 1994. – LOI portant approbation des actes internationaux suivants: A. Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce, Acte final, Annexes 1A, 1B, 1C, 2, 3 et 4, Décisions et Déclarations, et Mémoire d'Accord sur les engagements relatifs aux services financiers, et B. Accord sur les marchés publics et Appendices I, II, III et IV, faits à Marrakech le 15 avril 1994 (*Mon. 23 janvier 1997*) . . . . . 799

10 mars 1998. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la Commission des marchés publics (*Mon. 27 mars 1998*) . . . . . 804

16 juillet 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant création de la commission wallonne des marchés publics (*Mon. 19 septembre 1998*) . . . . . 804

22 avril 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale imposant des clauses sociales lors de la passation de marchés publics dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public (*Mon. 9 septembre 1999*) . . . . . 805

14 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cautionnements collectifs concernant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services (*Mon. 29 mars 2002*) . . . . . 805

18 juillet 2002. – PROTOCOLE entre l'État fédéral et les Régions et la Communauté germanophone en matière de clauses sociales dans les marchés publics passés par un organisme fédéral (*Mon. 3 octobre 2002*) . . . . . 805

21 mars 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant création de la Commission des Litiges des Marchés publics en matière de la Mobilité (*Mon. 26 mai 2003*) . . . . . 806

18 juillet 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif au partenariat public-privé (*Mon. 19 septembre 2003*) . . . . . 806

10 décembre 2003. – CIRCULAIRE – Marchés publics soumis à la publicité européenne – Enseignement à tirer de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes (*Mon. 15 décembre 2003*) . . . . . 807

15 juin 2006. – LOI relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (*Mon. 15 février 2007*) . . . . . 808

20 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie dans le cadre des marchés publics (*Mon. 24 décembre 2010*) . . . . . 820

15 juillet 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques (*Mon. 9 août 2011*) . . . . . 821

16 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux (*Mon. 11 février 2013*) . . . . . 841

14 janvier 2013. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (*Mon. 14 février 2013; Err. Mon. 26 mars 2013*) . . . . . 858

3 avril 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'intervention du Conseil des Ministres, aux délégations de pouvoir et aux habilitations en matière de passation et d'exécution des marchés publics, des concours de projets et des concessions de travaux publics au niveau fédéral (*Mon. 16 avril 2013*) . . . . . 876

17 juin 2013. – LOI relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services (*Mon. 21 juin 2013*) . . . . . 878

24 juin 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en concurrence dans le cadre de l'Union européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux (*Mon. 27 juin 2013; Err. Mon. 5 juillet 2013*) . . . . . 885

13 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux exigences d'efficacité énergétique dans le cadre de certains marchés publics portant sur l'acquisition de produits, de services et de bâtiments (*Mon. 18 juillet 2014; Rect. Mon. 10 octobre 2014*) . . . . . 894

17 juin 2016. – LOI relative aux marchés publics (*Mon. 14 juillet 2016*) . . . . . 895

**PARTIE VII - MONNAIE, OR ET ARGENT**

30 décembre 1885. – LOI approuvant la convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885 (*Mon. 31 décembre 1885*) . . . . . 927

8 mai 1924. – LOI relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques (*Mon. 15 mai 1924*) . . . . . 927

12 juin 1930. – LOI portant création d'un Fonds monétaire ( <i>Mon. 20 juin 1930</i> ).....	927	7 décembre 2001. – DÉCRET du Parlement flamand réglant certaines conséquences de l'introduction de l'euro dans la réglementation flamande ( <i>Mon. 28 décembre 2001</i> ).....	959
11 avril 1935. – ARRÊTÉ ROYAL n° 158 adaptant aux conditions économiques actuelles les contrats de location d'immeubles, d'emphytéose ou de prêt ( <i>Mon. 12 avril 1935</i> ).....	928	10 décembre 2001. – LOI concernant le passage définitif à l'euro ( <i>Mon. 20 décembre 2001</i> ).....	960
24 août 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 29 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1 <sup>er</sup> mai 1939 ( <i>Mon. 26 août 1939</i> ).....	928	28 février 2002. – LOI organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales ( <i>Mon. 3 mai 2002</i> )	960
6 octobre 1944. – ARRÊTÉ-LOI organisant le contrôle de tous transferts quelconques de biens et valeurs entre la Belgique et l'étranger ( <i>Mon. 7 octobre 1944</i> ).....	928	<b>PARTIE VIII - POSTES</b>	
18 février 1950. – CONVENTION portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ( <i>Mon. 25 novembre 1950</i> ).....	928	12 janvier 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation du service postal ( <i>Mon. 22 avril 1970</i> ).....	963
3 mars 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la détermination de la contre-valeur en francs belges des pièces libellées en écus ( <i>Mon. 11 mars 1987</i> )...	928	6 juillet 1971. – LOI portant création de la Poste ( <i>Mon. 14 août 1971</i> )...	967
6 mars 1987. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus ( <i>Mon. 11 mars 1987</i> ).....	929	21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ).....	968
11 août 1987. – LOI relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux ( <i>Mon. 14 octobre 1987</i> ).....	929	11 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de la déclaration et le transfert de services postaux non compris dans le service universel et mettant en application les articles 144 <i>quater</i> , § 3, 148 <i>sexies</i> , § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> et 148 <i>septies</i> de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 17 janvier 2006</i> ).....	979
23 décembre 1988. – LOI portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire ( <i>Mon. 31 décembre 1988</i> ).....	930	11 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des Postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 17 janvier 2006</i> ).....	980
18 janvier 1990. – ARRÊTÉ ROYAL portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux ( <i>Mon. 13 février 1990</i> ).....	930	20 avril 2007. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant réglementation des boîtes aux lettres particulières ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 2007</i> ).....	983
4 avril 1995. – LOI portant des dispositions fiscales et financières ( <i>Mon. 23 mai 1995</i> ).....	933	24 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation du service postal ( <i>Mon. 9 juillet 2014</i> ).....	983
22 février 1998. – LOI fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique ( <i>Mon. 28 mars 1998</i> ).....	933	<b>PARTIE IX - STATISTIQUES</b>	
30 octobre 1998. – LOI relative à l'euro ( <i>Mon. 10 novembre 1998</i> ).....	950	4 juillet 1962. – LOI relative à la statistique publique ( <i>Mon. 20 juillet 1962</i> )	992
26 novembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL d'application de la loi relative à l'euro et contenant diverses dispositions connexes ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> décembre 1998</i> )	951	21 décembre 1994. – LOI portant des dispositions sociales et diverses ( <i>Mon. 23 décembre 1994</i> ).....	997
10 janvier 1999. – ARRÊTÉ ROYAL approuvant la modification des statuts de la Banque Nationale de Belgique ( <i>Mon. 29 janvier 1999</i> ).....	952	4 décembre 2003. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ( <i>Mon. 31 décembre 2003</i> ).....	998
8 février 1999. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à l'euro ( <i>Mon. 16 juillet 1999</i> ).....	957	3 avril 2014. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la statistique régionale ( <i>Mon. 14 mai 2014</i> ).....	1000
25 février 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'euro ( <i>Mon. 4 mars 1999</i> ).....	957	15 juillet 2014. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux ( <i>Mon. 20 octobre 2014</i> )... ..	1001
11 mars 1999. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'euro ( <i>Mon. 16 juillet 1999</i> ).....	958	29 juillet 2015. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale portant création du Bureau bruxellois de la planification ( <i>Mon. 12 août 2015</i> ).....	1004
10 juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'euro ( <i>Mon. 15 juillet 1999</i> ).....	958	26 novembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la coordination de la statistique régionale et au fonctionnement de l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse ( <i>Mon. 30 décembre 2015</i> ).....	1005
21 juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'euro ( <i>Mon. 27 mai 2000</i> ).....	958		
26 juin 2000. – LOI relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution ( <i>Mon. 29 juillet 2000</i> ).....	959		
30 juin 2000. – LOI relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution ( <i>Mon. 29 juillet 2000</i> ).....	959		
3 juillet 2000. – LOI relative à la décimalisation nécessaire pour l'introduction de l'euro dans les programmes informatiques du secteur public et à l'indication des prix sur les instruments métrologiques ( <i>Mon. 29 juillet 2000</i> )	959		

19 février 2016. – DÉCRET du Parlement flamand relatif aux statistiques publiques flamandes ( <i>Mon. 7 mars 2016</i> ) . . . . .	1006
19 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux statistiques publiques flamandes ( <i>Mon. 19 mai 2016</i> ) . . . . .	1006

## PARTIE X - TÉLÉCOMMUNICATIONS

19 juillet 1930. – LOI créant Proximus ( <i>Mon. 2 août 1930</i> ) . . . . .	1011
3 janvier 1934. – LOI relative à l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du pays ( <i>Mon. 12 janvier 1934</i> ) . . . . .	1011
18 mai 1960. – LOI organique des instituts de la radiodiffusion-télévision belge ( <i>Mon. 21 mai 1960; Err. Mon. 28 mai 1960 et 9 février 1962</i> ) . . . . .	1012
14 janvier 1968. – LOI portant approbation des actes internationaux suivants: 1. Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision, fait à Strasbourg le 22 juin 1960; 2. Protocole à cet Arrangement, fait à Strasbourg le 22 janvier 1965, et modifiant l'article 12 de la loi du 26 janvier 1960 ( <i>Mon. 6 mars 1968</i> ) . . . . .	1013
18 février 1977. – LOI portant certaines dispositions relatives au service public de la radiodiffusion et de la télévision ( <i>Mon. 2 mars 1977</i> ) . . . . .	1013
8 juin 1982. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'émission des communications du Gouvernement national par les Instituts chargés du service public de la radiodiffusion et de la télévision ( <i>Mon. 18 juin 1982</i> ) . . . . .	1014
27 juin 1986. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif au Centre belge pour la Radiodiffusion-Télévision de la Communauté germanophone ( <i>Mon. 5 août 1986</i> ) . . . . .	1014
6 février 1987. – LOI relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision ( <i>Mon. 3 avril 1987; Err. Mon. 25 avril 1987</i> ) . . . . .	1018
31 mars 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'autorisation pour les stations de radiodiffusion sonore locale à insérer de la publicité commerciale dans les programmes ( <i>Mon. 3 avril 1987</i> ) . . . . .	1021
13 juillet 1987. – LOI relative aux redevances radio et télévision ( <i>Mon. 12 août 1987</i> ) . . . . .	1021
3 août 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux redevances radio et télévision ( <i>Mon. 12 août 1987</i> ) . . . . .	1028
4 août 1987. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux redevances radio et télévision ( <i>Mon. 12 août 1987</i> ) . . . . .	1030
21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ) . . . . .	1030
10 janvier 1992. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5 MHz–108 MHz ( <i>Mon. 20 mars 1992</i> ) . . . . .	1034
27 mai 1992. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'agrément des sociétés de télévision régionales non publiques ( <i>Mon. 17 juillet 1992</i> ) . . . . .	1035
22 décembre 1992. – CONVENTION de l'Union internationale des télécommunications, et le protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends, faits à Genève ( <i>Mon. 13 novembre 1999</i> ) . . . . .	1036
22 décembre 1992. – CONSTITUTION de l'Union internationale des télécommunications ( <i>Mon. 13 novembre 1999</i> ) . . . . .	1048
16 décembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant désignation de la C.G.E.R.- Holding en tant qu'autorité publique susceptible d'acquérir des droits relatifs aux actions de Proximus ( <i>Mon. 22 décembre 1994</i> ) . . . . .	1056
30 mars 1995. – LOI concernant les réseaux et services de communications électroniques, et les services de médias audiovisuels dans la région bilingue de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 22 février 1996</i> ) . . . . .	1057

16 avril 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux stations terriennes de satellites ( <i>Mon. 27 juin 1998</i> ) . . . . .	1067
8 juin 1998. – LOI relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité ( <i>Mon. 13 juin 1998</i> ) . . . . .	1069
22 juin 1998. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles ( <i>Mon. 15 juillet 1998</i> ) . . . . .	1071
22 juin 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications ( <i>Mon. 24 juillet 1998</i> ) . . . . .	1074
16 juillet 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux non publics de télécommunications ( <i>Mon. 26 septembre 1998</i> ) . . . . .	1079
4 octobre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certains principes comptables applicables aux organismes puissants sur le marché des télécommunications portant exécution de l'article 109 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 8 octobre 1999</i> ) . . . . .	1079
7 septembre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone portant exécution du décret sur les médias du 26 avril 1999 ( <i>Mon. 4 novembre 2000</i> ) . . . . .	1080
26 septembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux équipements hertziens et terminaux et à la reconnaissance de leur conformité ( <i>Mon. 31 octobre 2000</i> ) . . . . .	1082
9 janvier 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs ( <i>Mon. 2 février 2001</i> ) . . . . .	1084
10 août 2001. – LOI relative à Proximus ( <i>Mon. 25 août 2001</i> ) . . . . .	1086
31 janvier 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL organisant le dispositif d'interception pour les appels vers les numéros des utilisateurs finals ayant changé de fournisseur de services de télécommunications mobiles offerts au public ( <i>Mon. 20 février 2002</i> ) . . . . .	1087
20 juin 2002. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif au contrôle des communications de la présidence du Parlement et des membres du Gouvernement ( <i>Mon. 19 juillet 2002</i> ) . . . . .	1087
9 août 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ( <i>Mon. 7 septembre 2002</i> ) . . . . .	1088
9 août 2002. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de distribution des programmes des organismes de radiodiffusion sonore et télévisuelle non reconnus par un Etat membre de l'Union européenne ( <i>Mon. 7 septembre 2002</i> ) . . . . .	1089
9 janvier 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques ( <i>Mon. 10 février 2003</i> ) . . . . .	1089
17 janvier 2003. – LOI relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges ( <i>Mon. 24 janvier 2003; Err. Mon. 4 juin 2003</i> ) . . . . .	1091
17 janvier 2003. – LOI concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges ( <i>Mon. 24 janvier 2004; Err. Mon. 4 juin 2003</i> ) . . . . .	1096
24 avril 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux redevances radio et télévision ( <i>Mon. 7 mai 2003</i> ) . . . . .	1098
13 juin 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'octroi d'autorisations d'émission aux radiodiffuseurs privés communautaires, régionaux ou locaux agréés ( <i>Mon. 15 juillet 2003</i> ) . . . . .	1099
13 juin 2005. – LOI relative aux communications électroniques ( <i>Mon. 20 juin 2005</i> ) . . . . .	1099



27 juin 2005. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone sur les services de médias audiovisuels et les représentations cinématographiques ( <i>Mon. 6 septembre 2005</i> ) . . . . .		9 février 2011. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le Code d'éthique pour les télécommunications ( <i>Mon. 21 juin 2011</i> ) . . . . .	1219
5 mai 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant une procédure de conciliation devant l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ( <i>Mon. 19 juin 2006</i> ) . . . . .	1138	13 août 2011. – LOI relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2012</i> ) . . . . .	1225
30 juin 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la procédure pour le «Vlaamse Regulator voor de Media» (Régulateur flamand pour les Médias) ( <i>Mon. 25 août 2006</i> ) . . . . .	1163	23 janvier 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2012</i> ) . . . . .	1232
26 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la police des ondes en modulation de fréquence dans la bande 87.5 Mhz - 108 Mhz ( <i>Mon. 16 février 2007</i> ) . . . . .	1164	4 mars 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel ( <i>Mon. 29 mars 2013</i> ) . . . . .	1250
2 février 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux services d'urgence en exécution de l'article 107, §§ 1 <sup>er</sup> et 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques pour les services d'urgence ( <i>Mon. 13 février 2007</i> ) . . . . .	1169	4 mars 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contenu et aux modalités de la déclaration concernant la fourniture volontaire de la composante sociale du service universel ( <i>Mon. 29 mars 2013</i> ) . . . . .	1251
30 mars 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la procédure et aux critères de qualification additionnels pour l'agrément de organisations de radiodiffusion privés communautaires, régionaux et locaux ( <i>Mon. 4 mai 2007</i> ) . . . . .	1169	2 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de communications électroniques ( <i>Mon. 12 juillet 2013</i> ) . . . . .	1251
27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ( <i>Mon. 28 juin 2007</i> ) . . . . .	1170	9 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux messages d'alertes visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques ( <i>Mon. 23 juillet 2013</i> ) . . . . .	1254
15 mai 2007. – LOI relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution ( <i>Mon. 5 juillet 2007</i> ) . . . . .	1171	15 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux services de communications mobiles à bord des aéronefs ( <i>Mon. 5 août 2013</i> ) . . . . .	1254
18 juillet 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux conditions et à la procédure d'obtention d'une licence en vue de la fourniture d'un réseau de radiodiffusion et de télévision et aux autorisations d'émission y afférentes ( <i>Mon. 14 octobre 2008</i> ) . . . . .	1179	19 septembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 126 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ( <i>Mon. 8 octobre 2013</i> ) . . . . .	1255
27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la radiodiffusion et à la télévision ( <i>Mon. 30 avril 2009</i> ) . . . . .	1182	7 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 15 mai 2007 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution ( <i>Mon. 14 février 2014</i> ) . . . . .	1256
18 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées ( <i>Mon. 30 décembre 2009; Err. Mon. 2 février 2010</i> ) . . . . .	1184	2 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'utilisation partagée de sites d'antennes ( <i>Mon. 22 mai 2014</i> ) . . . . .	1256
	1212	3 avril 2014. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française ( <i>Mon. 30 avril 2014</i> ) . . . . .	1256